

La Provence, 17 mai 2013

# Métropole : Lebranchu remontée comme jamais

Hier à Marseille, la ministre a défendu la métropole avant l'examen au Sénat

Le texte de la commission des lois, au Sénat, s'est dévoilé la veille à 3 heures du matin. Un bref échange avec Jean-Pierre Stener, le président qui lui donne le décompte des voix, 17 pour, à contre, 5 abstentions. Peu de changements sur le fond, si ce n'est sur la gouvernance et la date, par rapport au projet de loi du gouvernement. Maryline Lebranchu est rassurée. La ministre de la Décentralisation peut venir à Marseille, entre des batailles, métropole qui lui fait peur. Sur les 119 mètres de terre, 109 sont contre moi,



Maryline Lebranchu et Michel Vuauille, hier matin au Conseil régional.

**"Personne ne sera déstabilisé sur la fiscalité."** LA MINISTRE

sourit-elle, désormais. C'est mieux que 50-50 et qu'est-ce que ça veut dire. Au moins, il ne se bat pas entre eux sur les arguments. On est d'accord sur les compétences, le diagnostic et l'analyse. L'opposition se cristallise sur les institutions. On doit arriver. La ministre est rompue à tout. Elle est bien pour le deuxième fois à Marseille. En huit mois. Objectif du jour d'abord se mettre les conseillers régionaux dans la poche. Pas gagné d'avance. Nous réfléchissons Europe des métropoles, avec des élus qui risquent de réduire le travail de la Région à des insau-

garanties dans les Alpes" cingle Michel Vuauille, président PS du Conseil régional qui craint "un vote fatal". Maryline Lebranchu s'annule de l'expression, reprend son bâton de pédagogie. "Le projet de loi confirme le chef de file, c'est une expression inventée, de la Région sur le développement

**"Il faut aller le plus vite possible"**

Parmi les modifications apportées au projet de métropole du gouvernement, la commission des lois du Sénat propose de reculer leur mise en œuvre de 2015 à 2016, une requête relayant celle de nombreux élus. "Perdre du temps est une mauvaise nouvelle", réagit Maryline Lebranchu. Il faut aller le plus vite possible et je me bats à l'extrême du bout sur les bancs du Parlement. Si on attend à Aix-Marseille, des accords se feront entre Barcelone, Valence, Séle et Montpellier. Et je ne peux pas les relever trop longtemps. La ministre est toutefois certaine "il va se passer du temps entre l'entrée et la sortie du texte du Parlement".

économique, les stratégies, les filières. On lui donne des compétences exclusives et une fiscalité qui sera révisée en 2014. Je me bats pour qu'un pacte de gouvernance détermine les compétences soit écrit et signé.

Rebelle lors du déjeuner en profecture avec les syndicats, puis l'après-midi au Conseil économique et social régional. A quinze jours d'une première séance publique annoncée célébrée au Sénat, Maryline Lebranchu explique et charge des postes. "On me parle de cacher le Port à la métropole. Soyons prudents. Le Port, comme hier, Gardanne ou Fos sont des bijoux que l'Etat finance. Des investissements seront faits par de la contractualisation. Mais il faudra en échanger l'organisation l'inférieur des territoires." Sur la fiscalité, elle répète que l'établissement public, éclairé par les opposants est "un troisième échelon dont on ne veut pas. Il ajoutera de la complexité et coûtera plus cher". Le gouvernement entend dans le sens de conseils de territoires sans fiscalité et d'une Dotation globale de fonctionnement (DGF) qui permettra de gagner 50 millions d'euros. Une simulation a été faite, ajoute-t-elle. Je n'ai pas de chiffre sur la fiscalité. Le DGF prendra en charge la dette de Marseille et personne ne sera déstabilisé. A Martigues, Aix ou Aubagne, les taxes ne sont pas prises en compte.

François TONNEAU